M. Crouse: Le ministre devrait venir dans la circonscription de South Shore et dire à mes électeurs que ce sont des bêtises. Ces derniers pourraient lui répondre. Ce ne sont pas des bêtises, c'est la vérité et le ministre ne peut l'accepter.

Ce sont les graves questions que je pose au ministre ce soir. Le résultat probable de ce qu'on propose dans le bill à l'étude est que *Time* et *Reader's Digest* devront, à toutes fins pratiques, quitter le Canada. Par le biais de leviers économiques, les Canadiens auront été privés de deux types de lecture qu'ils avaient la liberté de choisir. A mon avis, ce sera un résultat très regrettable et je suis d'accord avec quelques-uns des libéraux qui ont commenté le bill, des libéraux que le ministre voudraient voir loin de la Chambre. De toutes façons, c'est de ce genre de députés libéraux que dépend l'avenir du Canada car eux seuls peuvent renverser le gouvernement, le pire que nous ayons jamais eu. Au moyen de leviers économiques, les Canadiens auront été privés de ces deux périodiques qu'ils appréciaient beaucoup.

Il serait regrettable que la Chambre approuve le bill car s'il est adopté, ce sera une autre étape dans la voie des mesures répressives sans que les Canadiens soient assurés de la rentabilité de l'industrie de la revue canadienne. A mon avis, le seul souci du gouvernement du Canada devrait être que les publications impriment et diffusent leurs articles au Canada afin de bénéficier des avantages fiscaux que leur accorde la loi canadienne. Pour toutes ces raisons, j'espère que le gouvernement reconsidérera son geste et je souhaite sincèrement qu'il retire le bill à l'étude.

● (2140)

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, peut-être devrais-je être habituée maintenant à l'impuissance du gouvernement à s'identifier à l'humeur de l'époque en présentant des mesures qui fassent écho aux sentiments des Canadiens, et même en considérant le groupe d'en face comme un gouvernement des occasions manquées, à la fois pour lui-même et pour le Canada, il reste que je m'étonne des insuffisances du bill C-58.

Alors qu'il avait l'occasion d'obtenir l'appui de ceux d'entre nous qui favorisent un nationalisme canadien fort et positif, le gouvernement a présenté une mesure illogique et incomplète. Alors qu'il avait l'occasion de présenter des mesures lui permettant d'implanter solidement une industrie de la revue canadienne, le gouvernement a choisi des moyens dont les répercussions, malheureusement, risquent fort de nuire en fin de compte à ce secteur de l'édition canadienne.

Nul doute que la voie dans laquelle le gouvernement entend nous engager par la mesure proposée est la bonne, et dans la mesure où cette intention peut être réalisée, grâce aux dispositions du bill C-58, j'estime, pour ma part que le gouvernement devrait être félicité, mais il est permis de douter que les dispositions prévues dans le bill puissent créer les conditions dans lesquelles une industrie de la revue canadienne ait des chances de prospérer. En effet, le bill soulève des questions, entre autres, sur les répercussions qu'il entraînerait sur une des institutions fondamentales de notre société libre, la liberté de la presse. Sa référence mal articulée quant à la teneur essentiellement canadienne soulève des questions sur la viabilité de toute nouvelle entreprise canadienne qui tenterait d'entrer dans le domaine de l'édition ainsi que nombre d'autres questions dont je traiterai dans un instant.

Périodiques non canadiens

Tout d'abord, je veux qu'on comprenne bien que mon inquiétude au sujet de ce bill ne découle pas uniquement d'un nationalisme canadien positif. Cette inquiétude me vient aussi du sentiment profond que nous avons aujourd'hui l'occasion de forger de nouveaux instruments législatifs qui contribueront autant à cimenter notre pays que l'ont fait en leur temps le CP et la Société Radio-Canada en répondant aux exigences de notre géographie un peu spéciale. A diverses périodes de notre histoire, les gouvernements conservateurs, pleins d'idées et de prévoyance, ont créé le CP et la Société Radio-Canada—deux institutions fort différentes mais ayant, chose étrange, des objectifs semblables: unir les diverses régions du pays.

Aujourd'hui, l'unité nationale cause encore de vives inquiétudes aux Canadiens, l'unité nationale au sens culturel aussi bien qu'au sens politique et économique. Ce n'est pas le moment de prendre des demi-mesures, comme le fait le bill C-58. C'est plutôt le temps de prendre des mesures positives qui mériteront l'appui solide de ceux d'entre nous qui s'intéressent au nationalisme canadien, au lieu d'acquiescer à ce qu'il faut accepter faute de mieux.

L'industrie de la revue canadienne a en effet une triste histoire. Des 542 revues destinées au grand public qui ont vu le jour depuis 1920, moins de 200 existent encore. Les commissions mises sur pied par les gouvernements libéraux ou conservateurs depuis 15 ans ont bien démontré l'incapacité financière des entreprises canadiennes à faire concurrence aux périodiques étrangers qui inondent le marché canadien.

Ce n'est sûrement pas faute d'essayer. Des Canadiennes ont fondé 250 nouvelles revues dans les années 60, et moins de la moitié ont survécu. Il y a disette de gestionnaires compétents dans l'industrie des périodiques canadiens, mais ce n'est certainement pas la principale cause des problèmes. Une industrie qui arrive à peine à survivre ne peut pas attirer un personnel de gestion jeune, dévoué et compétent. Il faut changer les conditions de la concurrence pour donner aux éditeurs en puissance au Canada des occasions raisonnables de réaliser des bénéfices et de répondre aux besoins du pays.

Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue de Fundy Royal (M. Fairweather): le gouvernement actuel n'a pas de politique en matière d'édition.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le député a donné, dans leurs grandes lignes, des propositions de beaucoup plus grande portée, qui comprennent la distribution, les tarifs postaux, la formation de la gestion et le capital social. J'appuie le projet d'ensemble de mon collègue visant à revivifier cette industrie essentielle, l'âme même d'un pays indépendant et prospère.

Ne nous trompons pas sur le caractère essentiel de l'industrie de la revue dans notre pays. Dans un pays aussi vaste que le Canada, les journaux ne peuvent jamais avoir une portée vraiment nationale; par contre, les revues le peuvent. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les pays fédéraux comme l'Allemagne et l'Italie pour se convaincre du rôle essentiel que jouent les revues pour unifier un pays.

J'aimerais revenir aux lacunes des politiques du gouvernement actuel. Le ministre devrait non seulement promouvoir les talents d'administrateurs dans l'industrie de l'édition, mais il devrait aussi commencer par cesser d'ignorer les problèmes qui se posent au monde canadien